

Une Franc-Montagnarde et son ami au service des Brigades internationales de la Paix

Emilie Boillat du Boéchet et son ami André Aepli travaillent depuis début décembre dernier en Colombie, au sein d'une organisation humanitaire. Dernièrement et pour quelques jours, ils étaient de passage dans la région, nous offrant l'opportunité d'en savoir un peu plus sur leurs occupations au sein des PBI (Peace Brigades International) ou, en français, Brigades internationales de la Paix.

Mais au fait que se cache-t-il sous l'acronyme PBI? Les Brigades internationales de la Paix qui ont été fondées en 1981 au Canada. Leur but? A la demande de citoyens ou groupements d'intérêt se sentant menacés dans leurs démarches en faveur des droits humains, de la justice et de la paix, les PBI délèguent leurs collaborateurs comme accompagnants dans des régions en situation de conflits. Outre la Colombie, quelque 75 volontaires issus de plus de vingt pays sont actifs au Guatemala, au Mexique et au Népal. Reconnues par l'ONU, les PBI peuvent s'appuyer sur des dons et autres aides étatiques ou privées.

Les PBI Suisse ont pour leur part vu le jour en 1983 et ont été reconnues comme partenaire stratégique du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en 2001. Les volontaires suisses sont bien représentés sur le terrain, avec près de 10% des effectifs. Les PBI Suisse comptent 710 membres et donateurs, répartis dans cinq groupes régionaux.

Emilie Boillat et son ami André Aepli font partie d'une des quatre

équipes œuvrant en Colombie. Une dizaine de personnes s'activent dans la région du golfe d'Uraba, coincée entre les côtes des Caraïbes et du Pacifique, au nord-ouest de la Colombie, à une demi-heure d'avion de Medellín. Ses habitants pratiquent l'élevage, la culture de la banane et l'exploitation du bois. Une terre qui jouit d'un climat chaud et humide, où les moustiques ne manquent pas, ni les serpents d'ailleurs... Sans compter les déplacements en bus ou en bateau dans la jungle. Des conditions particulières que le jeune couple a apprivoisées au fil des jours.

Cela s'ajoute à de grands moments d'intensité lors des rencontres et négociations impliquant la population essentiellement rurale aux grands propriétaires, sous le regard des autorités, des groupes paramilitaires, de la guérilla, avec les fameuses FARC (Forces armées révolutionnaires colombiennes) et des trafiquants de drogue.

Un rôle d'observateur qui rassure les villageois

Parfaitement à l'aise en espagnol, comme en français, en allemand et en anglais, Emilie et André sont entre autres diplômés en relations internationales et avant de se rendre sur le terrain, ils ont suivi durant une année un processus de formation spécifique. Ils évoluent au sein d'une équipe qui ne connaît pas de hiérarchie. Les décisions sont prises en groupe et le consensus est de mise avant chaque intervention. Les volontaires peuvent également s'ap-



Emilie Boillat et André Aepli, lors de leur bref séjour au Boéchet.

photo pha

puyer sur un bureau de coordination à Bogotá, voire sur celui de Bruxelles.

«Dans la pratique, notre tâche consiste à accompagner les personnes, des avocats, qui représentent des groupements ou associations en litige avec des propriétaires, les cas d'expropriations de terrains ne manquant pas. Nous représentons en quelque sorte la communauté internationale et nous donnons plus de poids, de visibilité médiatique et de sécurité à la démarche de la population. C'est un rôle de protection, de soutien moral et d'observateur qui est parfois frustrant, car les PBI n'interviennent pas dans les négociations et les pourparlers de

quelque manière que ce soit. Lors de ces actions, nous revêtons un t-shirt blanc distinctif. Chaque intervention se fait en présence de deux volontaires et fait l'objet préalablement d'une analyse au sein de notre équipe» nous ont confié Emilie et André.

Une pression à gérer

En mars dernier, les représentants des PBI eurent à remplir une tâche particulièrement pénible et délicate. Avec des villageois, ils ont pris part à la recherche d'un représentant local qui avait disparu. Malheureusement, les soupçons d'assassinat dont il faisait l'objet se sont avérés exacts, suite à la découverte de son corps.

«Depuis début décembre, nos journées sont bien occupées. Nous avons en tout et pour tout trois jours de libre par mois. C'est certes plus calme le samedi et le dimanche, mais au fil du temps et des responsabilités, on ressent une certaine pression et ça nous a fait un grand bien de décompresser» avouent les deux jeunes gens dans la maison familiale au Boéchet. Lorsqu'ils ne sont pas dans le terrain ou en train de préparer un accompagnement, les volontaires assurent à tour de rôle la permanence de leur bureau, soit 24 heures de présence continue...

Emilie et André se sont engagés pour une année. Pour l'heure, ils ne savent pas encore s'ils prolongeront l'aventure, mais cela ne serait pas impensable pour le sympathique et communicatif duo. (pha)



Emilie attendant non pas un bus mais un bateau pour se rendre dans un endroit reculé de la province.

photo sp